













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif à la
reconstruction et la modernisation de 2 barrages de
l'Ornain : barrage de Chanteraine et barrage de
Saint-Joire du Canal de la marne au Rhin Ouest**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	MOE reconstruction et modernisation de 2 barrages de l'Ornain
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.3 - Décomposition du contrat	5
1.4 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés Intervenants étrangers	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants.....	8
3.1 - Conduite d'opération	8
3.2 - Contrôle technique.....	8
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
5 - Missions.....	10
6 - Durée et délais d'exécution	11
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	11
6.2 - Durée du contrat	11
6.3 - Délais d'exécution des tranches	12
7 - Prix	12
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
7.2 - Forfait de rémunération.....	12
7.3 - Modalités de variation des prix	12
7.4 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	13
8 - Avance.....	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
8.2 - Garanties financières de l'avance	13
9 - Modalités de règlement des comptes	14
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
9.2 - Rémunération par élément	15
9.3 - Présentation des demandes de paiement	15
9.4 - Délai global de paiement	15
9.5 - Paiement des cotraitants	16
9.6 - Paiement des sous-traitants	16
10 - Engagement du maître d'œuvre.....	16
10.1 - Coût des travaux et rémunération du maître d'œuvre :	16
10.2 - Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux	16
10.3 - Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux	19
10.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire	20
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	21
11.1 - Présentation des livrables.....	21
11.1.1 - Généralités.....	21
11.1.3 - Réfaction	22
11.1.4 - Ajournement	22
11.1.5 - Rejet.....	22
11.3 - Emission des ordres de services	22
11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs	23
11.5 - Instruction des mémoires en réclamation	23
11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	23

11.7 - Achèvement de la mission	24
12 - Développement durable	24
12.1 - Promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion	24
12.2 - Développement durable, environnement, réduction des gaz à effet de serre	24
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	24
14 - Délais d'exécution et pénalités.....	24
14.1 – Délais d'exécution et pénalités de retard	25
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	31
14.3 - Autres pénalités spécifiques	31
15 - Assurances.....	32
16 - Résiliation du contrat.....	32
16.1 - Conditions de résiliation	32
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	33
17 - Règlement des litiges et langues	33
18 - Dérogations	33

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
la mission de maîtrise d'œuvre relative à la reconstruction et modernisation de 2 barrages de l'Ornain

Il s'agit des 2 barrages de Chanteraine et Saint-Joire sur l'Ornain, ouvrages hydrauliques d'alimentation du canal de la marne au Rhin Ouest.

Lieu(x) d'exécution :

55 (Meuse) au niveau de 2 Barrages du CMRO :

Chanteraine 55000 Bar-Le-Duc

Saint-Joire 55130

Les deux ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie d'ouvrages infrastructure en construction neuve.

1.2 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 3 tranches :

Tranche	Missions	Désignation
TF	MC0	Pour les deux barrages : Appropriation des études antérieures dont les AVP
	PRO Chanteraine	Etudes de projet
	PRO St-Joire	Etudes de projet
	MC1	Détermination des investigations complémentaires (Topographie, bathymétrie, géotechnique, diagnostic FF, etc)
	MC2	Assistance au maître d'ouvrage pour le pilotage des investigations géotechniques et hydrogéologiques pendant la phase conception
	MC3	Procédures réglementaires : Elaboration des dossiers ; aide dans le suivi des dossiers
	MC4.1	Bilan carbone, phase PRO
	MC5	Etude architecturale et paysagère (par architecte et/ou paysagiste)
T01 Chanteraine	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	Conformité et visa d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	MC 4.2a	Bilan carbone, phase DET

	MC6a	Supervision géotechnique d'exécution (G4)
	MC7a	Assistance pour les contrôles extérieurs
	MC8a	Assistance pour la mise en place et au suivi des mesures environnementales
	MC9a	Suivi à pied d'œuvre du chantier
	MC10a	Assistance pendant la mise en service
	MC11a	Elaboration du bilan d'opération
TO2 St-Joire	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	Conformité et visa d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	MC 4.2b	Bilan carbone, phase DET
	MC6b	Supervision géotechnique d'exécution (G4)
	MC7b	Assistance pour les contrôles extérieurs
	MC8b	Assistance pour la mise en place et au suivi des mesures environnementales
	MC9b	Suivi à pied d'œuvre du chantier
	MC10b	Assistance pendant la mise en service
	MC11b	Elaboration du bilan d'opération

1.4 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Mes demandes

de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 9.3 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

C/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 14.3 du présent CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – MOE, Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le programme de l'opération et ses annexes
- CCTP (cahier des clauses techniques particulières)
- DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire)
- Le mémoire technique du candidat remis avec l'offre, décrivant les dispositions que le candidat propose

d'adopter pour exécuter sa mission. Il est précisé que ce document est contractuel pour les dispositions conformes aux termes du dossier de consultation.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

VNF – direction de Ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

*** Cotraitance**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage

*** Sous-Traitance**

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

Un formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées

L'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sera notifié qu'au titulaire du marché par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG MOE

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles 2430-1 et suivants du Code de la commande publique. Le détail des missions types et complémentaires est le suivant :

(Tout ce qui est MC x ci-dessous, signifie Mission Complémentaire.)

Tranche	Missions	Désignation
TF	MC0	Pour les deux barrages : Appropriation des études antérieures dont les AVP
	PRO Chanteraine	Etudes de projet
	PRO St-Joire	Etudes de projet
	MC1	Détermination des investigations complémentaires (Topographie, bathymétrie, géotechnique, diagnostic FF, etc)
	MC2	Assistance au maître d'ouvrage pour le pilotage des investigations géotechniques et hydrogéologiques pendant la phase conception
	MC3	Procédures réglementaires : Elaboration des dossiers ; aide dans le suivi des dossiers
	MC4.1	Bilan carbone, phase PRO
	MC5	Etude architecturale et paysagère (par architecte et/ou paysagiste)
TO1 Chanteraine	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	Conformité et visa d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	MC 4.2a	Bilan carbone, phase ACT, phase DET
	MC6a	Supervision géotechnique d'exécution (G4)
	MC7a	Assistance pour les contrôles extérieurs
	MC8a	Assistance pour la mise en place et au suivi des mesures environnementales
	MC9a	Suivi à pied d'œuvre du chantier
	MC10a	Assistance pendant la mise en service
	MC11a	Elaboration du bilan d'opération
TO2 St-Joire	ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
	VISA	Conformité et visa d'exécution
	DET	Direction de l'exécution des travaux
	AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
	MC 4.2b	Bilan carbone, phase ACT, phase DET
	MC6b	Supervision géotechnique d'exécution (G4)

	MC7b	Assistance pour les contrôles extérieurs
	MC8b	Assistance pour la mise en place et au suivi des mesures environnementales
	MC9b	Suivi à pied d'œuvre du chantier
	MC10b	Assistance pendant la mise en service
	MC11b	Elaboration du bilan d'opération

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 6 ans.

6.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

6.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche	Délai	Date de début prévisionnelle	Date de fin	Précisions
TF	4 mois	11/09/2025	11/01/2026	
TO001	4 ans	11/01/2026	11/01/2030	
TO002	4 ans	11/06/2026	11/06/2030	

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Tranche optionnelle n°1 : MOE reconstruction du barrage de Chanteraine	30 mois
TO002 : tranche optionnelle n°2 : MOE reconstruction du barrage de Saint-Joire	48 mois

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire par tranche selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par tranche.

Le forfait de la tranche ferme est définitif.

Les forfaits des tranches optionnelles peuvent évoluer selon l'article 10.

Le forfait - chaque forfait - de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

7.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le coefficient de révision est arrondi conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE.

La variation des prix ne s'applique pas aux primes, indemnités, pénalités et retenues.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-4) / ING (0-4))$.

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n-4) : valeur de l'index de référence au mois n. diminué de 4 mois.
- Index (0-4) : valeur de l'index de référence au mois zéro. diminué de 4 mois.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7.4 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Pour chaque tranche, les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Tranche	Missions	Acompte(s)	Pourcentage
TF	MC0	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	PRO Chanteraine	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	PRO St-Joire	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC1	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC2	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC3	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC4.1	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC5	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
TO1 Chanteraine	ACT	A la remise du DCE du marché de travaux / A l'approbation du MOA / A la notification du marché de travaux	50/30/20
	VISA	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	DET	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage / Après la remise du DGD travaux	90/10
	AOR	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage pour	65
		Après la levée des réserves	15
		A la remise du DOE	15
		A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5
	MC 4.2a	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
	MC6a	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	MC7a	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	MC8a	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	MC9a	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	MC10a	Selon avancement évalué par le maître d'ouvrage	
	MC11a	A la remise du dossier/ A l'approbation du MOA	70 / 30
T02 St-Joire	Idem TO1		

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG - Maîtrise d'œuvre, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission de celui-ci par le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre.

9.2 - Rémunération par élément

Les rémunérations de chaque mission sont définies à l'article 9.1 précédent et par les annexes de l'acte d'engagement

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101404

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Engagement du maître d'œuvre

10.1 - Coût des travaux et rémunération du maître d'œuvre :

Conformément au code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre est prévue selon les modalités suivantes :

La part de l'enveloppe financière, affectée par le maître de l'ouvrage aux travaux de reconstruction des 2 barrages de l'Ornain est de **C₀ = 7 002 000 €ttc** (5 835 000 €ht) valeur indiqué en pour le mois m₀ de remise des offres).

Qui peut-être découpée en :

C₀₁ : Travaux barrage de Chantereine : 4 356 000 €ttc (3 630 000 €ht)

C₀₂ : Travaux barrage de Saint-Joire : 2 646 000 €ttc (2 205 000 €ht)

10.2 - Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux

10.2.1 – Coût prévisionnel des travaux

Ce coût comprend le montant cumulé de l'ensemble des marchés de travaux et de fournitures nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, y-compris les éventuels aménagements préalables, frais de dépollution, frais d'évacuation de matériaux, frais de dévoiements des réseaux, et des travaux de compensations environnementales. En revanche, il exclut les frais d'études et de maîtrise d'ouvrage, il exclut notamment :

- La rémunération du maître d'oeuvre ;
- Les dépenses liées à l'acquisition de terrains ;
- Les dépenses liées aux éventuelles fouilles archéologiques ;
- Les frais de contrôle extérieur technique ;
- Les frais de contrôle extérieurs ;
- Les frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Les éventuels frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- Les frais financiers et les provisions pour révisions de prix.

Le coût prévisionnel des travaux **C_{0i}** (i=1 ;2) est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser un (chaque) ouvrage tel que défini au programme. La part de l'enveloppe financière prévisionnelle **C_{0i}** affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est mentionnée à l'article 4 de l'acte d'engagement (et ci-avant).

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux $C_{pro\ i}$ sur la base des études Projet.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux ($C_{pro\ i}$) proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément Projet est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux ($C_0\ i$), le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire de reprendre dans un délai de 15 (quinze) jours, gratuitement ses études, pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation du Projet par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux ($C_{pro\ i}$) ($i=1, 2$) que le titulaire s'engage à respecter.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, un avenant fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

10.2.2 – Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Pour chaque tranche, le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 +/- taux de tolérance)

L'avancement des études permet au titulaire lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux (notamment lors de la remise du DCE), le titulaire doit proposer des pistes d'économies, et reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande pour aboutir à un projet compatible avec le $C_{pro\ i}$.

Le forfait ($F_0\ TO_i$) de la tranche i est modifié pour devenir au PRO ($F_{pro}\ TO_i$) comme suit :

Si	$F_{pro} =$
$C_{pro} < C_0 \times 0.95$ (pour tolérance)	$F_{pro} = F_0 \times [(1+0.8 \times (C_{pro} - (0.95 \times C_0)) / C_0)]$
$C_{pro} > C_0 \times 1.05$ (pour tolérance)	$F_{pro} = F_0$
$C_{pro} = C_0$ à +/- 5% tolérance	$F_{pro} = F_0$

10.2.3 – Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du (des) marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est égal au(x) montant initial du(des) marché notifié.

Chaque montant est ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement K_r défini ainsi :

$$K_r = TP02_{e-4} / TP02_{t-4}$$

avec :

$TP02_{e-4}$ = Valeur de l'index TP02 au mois m_0 moins 4 mois ;

$TP02_{t-4}$ = Valeur de l'index TP02 au mois m_0 , moins 4 mois, des offres du marché de travaux.

Où TP02 : base 2010 : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation (coefficient de raccordement 6,5839) - réf décret 2014-114 du 7 février 2014 et de la circulaire du 16 mai 2014 (BOAC 60 de septembre- octobre 2014 relative aux index nationaux du bâtiment (BT), des travaux publics (TP) et aux indices divers de la construction

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux ($C_{trx\ i}$) pour l'ouvrage concerné (respectivement 1 pour Chantreine et 2 pour Saint-Joire) dépasse le coût prévisionnel des travaux ($C_{pro\ i}$) (pour l'ouvrage concerné) augmenté du seuil de tolérance correspondant, le maître de l'ouvrage peut :

Déclarer l'appel d'offres infructueux, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande. Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître de l'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Décider d'entamer des négociations, dans le cas où le recours à la négociation est possible, et demander la reprise des études en ce sens. Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à une offre respectant le seuil de tolérance dans le cadre des négociations. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande.

Décider de poursuivre la procédure de consultation. Dans ce cas, sous réserve de l'acceptation par le maître d'ouvrage du coût de référence supérieur au seuil de tolérance du coût prévisionnel des travaux, la rémunération définitive du titulaire sera diminuée d'une valeur proportionnelle à la différence entre le coût de référence constaté et la valeur du seuil de tolérance. Cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder 15 % de la valeur des éléments de missions témoins de la tranche « Suivi de l'exécution des travaux de reconstruction du barrage ».

Le forfait définitif arrêté au PRO ($F_{Pro\ i}$) de chaque tranche i concernée est modifié pour devenir le forfait travaux ($F_{trx\ i}$) comme suit :

Si	$F_{trx} =$
$C_{trx} < C_{pro} \times 0.95$ (pour tolérance)	$F_{trx} = F_{Pro} \times \text{MAX} [(1+0.6 (C_{trx}-(0.95 \times C_{pro}))/C_{pro}) ; (1-0.15)]$
$C_{trx} > C_{pro} \times 1.05$ (pour tolérance)	$F_{trx} = F_{Pro}$
$C_{trx} = C_{pro}$ à +/- 5% tolérance	$F_{trx} = F_{Pro}$

10.2.4 - Variantes et solutions techniques complémentaires ou alternatives

Le maître de l'ouvrage a la volonté d'autoriser des variantes pour les marchés de travaux permettant l'utilisation de matériaux recyclés, de réduire le bilan GES-CO2 et de réduire les déchets.

Dans le cas de variante, le maître d'œuvre propose les exigences minimales à respecter.

Le maître de l'ouvrage décide du contenu des solutions techniques complémentaires ou alternatives à retenir dans les dossiers de consultation.

Le choix des modalités de consultation relatives aux variantes relève du choix du MOA.

10.3 – Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les dispositions des contrats de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître de l'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

10.3.1 – Coût de référence des travaux

Le coût de référence des travaux (C_{trx}) est défini, dans les conditions détaillées à l'article 7 du présent CCAP, et exprimé en date de valeur correspondant au mois m_0 , défini à l'acte d'engagement.

Le C_{trx} est assorti d'un taux de tolérance de 3%.

Le seuil de tolérance est égal au C_{trx} majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

10.3.2 – Travaux modificatifs ou supplémentaires

10.3.2.1- Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 du contrat de travaux.

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 11.7 ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.

10.3.2.2 - Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

10.3.3 - Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux (C_{def}) est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées duquel sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs de catégorie 1.

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 , défini à l'acte d'engagement désignant l'entreprise titulaire du marché de travaux, duquel sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs de catégorie 1.

10.3.4 – Réfaction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux (C_{def}) est supérieur au seuil de tolérance ($C_{trx} \times 1,03$), tels que définis aux articles 10.2.3, le titulaire supporte une réduction égale à :

Si	$F_{\text{trx}} =$
$C_{\text{def}} < C_{\text{trx}} \times 0.97$ (pour tolérance)	$F_{\text{def}} = F_{\text{trx}}$
$C_{\text{def}} > C_{\text{trx}} \times 1.03$ (pour tolérance)	$F_{\text{def}} = F_{\text{trx}} \times \text{MAX} [(1-0.4 (C_{\text{def}}-(1.03 \times C_{\text{trx}}))/C_{\text{trx}}) ; (1-0.15)]$
$C_{\text{def}} = C_{\text{trx}}$ à +/- 5% tolérance	$F_{\text{def}} = F_{\text{trx}}$

Le montant de la réfaction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de missions témoins réalisés postérieurement à l'attribution des marchés de travaux pour l'ouvrage concerné.

10.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

Tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;

Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS. Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.1 - Présentation des livrables

11.1.1 - Généralités

Les rapports, notes, mémoires et compte-rendu établis dans le cadre de sa mission sont remis sur support informatique. Le RPA se réserve le droit pour certains rapports de demander en complément un support papier en 3 exemplaires dont un reproducible. Les fichiers informatiques remis seront tous lisibles par des logiciels libres.

Les plans et dessins seront remis sous format pdf et dwg.

Les délais de reprographie sont inclus dans les délais d'élaboration des documents.

Si la maîtrise d'oeuvre n'a pas reçu les documents qu'elle estime nécessaires à son intervention, elle est tenue de le signaler dans les plus brefs délais au conducteur d'opération. En particulier, l'absence non signalée de document ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de sa mission.

Sur le fond, les documents remis seront conformes à la commande, objet du présent CCTP. Ce niveau d'exigence doit être considéré comme minimal par le titulaire du marché qui est libre d'y apporter des compléments, en accord avec le maître d'ouvrage, s'il les juge nécessaires.

Pour chaque tranche, en l'absence de demande particulière du MOA, les livrables seront remis dans les délais mentionnés à l'article 15.1 du CCAP et selon le nombre d'exemplaires suivants : 1 numérique et 1 papier

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Livrables : Cf tableau de l'article 14.1 « Délais d'exécution et pénalités de retard- 1er livrable
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Pour chaque tranche, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Tranche	Code	Désignation du livrable	Délai de réception
TF	PRO	Etudes de projet □	2 mois
TO001	DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 mois
	DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 mois
TO002	DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 mois
	DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 mois

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

11.1.3 - Réfaction

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG-MOE, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un délai de deux mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

11.1.4 - Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 11.1.1 du présent CCAP.

Suite à une décision d'ajournement, pour admettre les prestations après présentation par le titulaire des prestations modifiées, le RPA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations.

11.1.5 - Rejet

Suite à une décision de rejet, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations nouvellement exécutées, le RPA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations.

11.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,0/3000 du montant du marché.

11.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

11.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

11.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

12.1 - Promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion

Sans objet

12.2 - Développement durable, environnement, réduction des gaz à effet de serre

Le marché comporte des prestations- études- à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable, de préservation de l'environnement et de réduction des gaz à effet de serre.

Pour l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, le titulaire doit démontrer ses efforts chiffrés de décarbonation de sa prestation. Ce point s'appuie sur un bilan CO2-GES traitant notamment de la dématérialisation des rapports, du bilan CO2 informatique de l'entreprise, de la circulation avec véhicule électrique pour les déplacements vers les 2 chantiers.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif, au profit du pouvoir adjudicateur permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement.

14 - Délais d'exécution et pénalités

Par dérogation à l'article 3.2.2 et 16.1.1 du CCAG-MOE, pour les pénalités ci-dessous, les délais indiqués en jours s'entendent en jours « ouvrés ». Pour le calcul des pénalités, les jours de retard sont décomptés en jours ouvrés.

Les délais indiqués en « semaine » correspondent à 7 jours calendaires consécutifs.

En application de l'article 3.2.3 du CCAG-MOE, les délais fixés en mois sont comptés de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxes par tranche. Elles ne sont pas affectées par les clauses de variations économiques du prix.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

14.1 – Délais d'exécution et pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, les pénalités suivantes :

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Pour chaque tranche, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
MC0, rapport d'appropriation des études antérieures	Démarrage de la mission	2 mois	200€ / jours de retard	2 semaines	200€ / jours de retard
PRO : Remise de l'ensemble des livrables indiqués au CCTP	Démarrage de la mission PRO	2 mois	200€ / jours de retard	2 semaines	200€ / jours de retard
Remise du dossier de consultation des entreprises (DCE)	A la réception de la demande du MOA	1 mois	200€ / jours de retard	1 semaine	200€ / jours de retard
Production du rapport d'analyse des offres et des documents associés	A la réception des offres	3 semaines 1	200€ / jours de retard 100€ / jours de retard	4 jours 4 jours	200€ / jours de retard 100€ / jours de retard
Notification du plan d'implantation des ouvrages	Date de notification du marché de travaux ou de l'ordre de service actant le démarrage des travaux	2 semaines	200€ / jours de retard		
VISA d'un document d'exécution	A la réception du document	1 semaine	50€ / jour de retard		
Remise du tableau de suivi de l'ensemble des documents soumis à VISA mis à jour	A la réception de la demande du MOA	1 semaine	50€ / jour de retard	3 jours	50€ / jour de retard

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
Rédaction d'un Ordre de Service	A la réception de la demande du MOA	3 jours	200€ / jours de retard		
Notifications des ordre de service consécutifs aux décisions du MOA	A la réception de la décision du MOA	3 jours	200€ / jours de retard		
Vérification des projets de décompte mensuels, établissement et transmission des états d'acompte correspondants	A la réception du document	4 jours	700€ / jours de retard		
Information du maître d'ouvrage à l'approche de la masse initiale des travaux	A la réception de la lettre d'information adressée par l'entrepreneur	3 jours	500€ / jours de retard		
Analyse du mémoire en réclamation de l'entreprise	A la réception du mémoire	3 semaines	200€ / jours de retard		
Procéder aux Opérations préalables à la Réception (OPR)	A la réception de l'avis de l'entrepreneur ou à la date prévisible d'achèvement indiquée dans l'avis	2 semaines	500€ / jours de retard		
Visa des dossiers des ouvrages exécutés	A la réception des documents	3 semaines	200€ / jours de retard		
Établissement du rapport de fin de GPA	Date de tenue de la réunion de fin de GPA	1 semaine	200€ / jours de retard		
Examen des désordres en GPA	A la notification du constat ou signalement du MOA	1 semaine	100€ / jours de retard		
MC1 - Détermination des investigations complémentaires (Topographie, bathymétrie, géotechnique, diagnostic FF, etc)					

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
La liste des reconnaissances préalables à mener	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€/ jours de retard		
Les cahiers des charges (pièces techniques, administratives et financières)	La validation du programme de reconnaissances préalables	1 semaine	100€/ jours de retard		
Les documents de suivi, de contrôle, de validation et analyse des prestations et de leurs résultats	A la réception de la demande du MOA ou des livrables	1 semaine	100€/ jours de retard		
MC2 : assistance au maître d'ouvrage pour le pilotage des investigations géotechniques et hydrogéologiques pendant la phase conception					
La définition du programme d'investigations géotechniques et hydrogéologiques	A la notification de démarrage d'une phase de la mission de MOE	3 semaines	100€/ jours de retard		
Un rapport d'analyse de la proposition de bon de commande	A la réception du bon de commande	1 semaine	100€/ jours de retard		
Les documents de suivi, de contrôle, de validation et analyse des prestations et de leurs résultats	A la réception de la demande du maître d'ouvrage ou des livrables	1 semaine	100€/ jours de retard		
MC3 : Procédures réglementaires : Elaboration des dossiers ; aide dans le suivi des dossiers					
Note de précadre , d'analyse de toutes les réglementations applicables au projet	Démarrage de la mission	2 mois	100€ /jours de retard		
Dossier de demande d'examen au cas par cas	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€ /jours de retard	1 semaine	100€ /jours de retard

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
Dossier d'évaluation ou d'autorisation environnementale	A la réception de la demande du MOA	2 mois	100€ /jours de retard	1 semaine	100€ /jours de retard
Rédaction d'un autre dossier au titre de la MC5	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€ /jours de retard	1 semaine	100€ /jours de retard
Réponse aux demandes de précisions des services instructeurs (DREAL, DDT, autorité environnementale, commissaire enquêteur, ou autre)	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€ /jours de retard	3 jours	100€ /jours de retard
Mise à jour d'un document au titre de la MC5 pour prise en compte des remarques de la MOA ou des services instructeurs	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€ /jours de retard		
MC4 : Bilan carbone					
MC6.1 - Livrables au stade PRO	Démarrage de la mission PRO	1 mois	100€ /jours de retard	2 semaines	100€ / jours de retard
MC6.2 - Livrables au stade DET	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	50€ /jours de retard	1 semaines	50€ / jours de retard
MC5 : Etude architecturale et paysagère (par architecte et/ou paysagiste)					
Dossier d'études et dessins	Démarrage de la mission	2 mois	100€ /jours de retard	2 semaines	200€ / jours de retard
MC6 : Supervision géotechnique d'exécution (G4)					

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
Tous documents nécessaires pour donner et justifier son avis	A la réception des documents d'EXE, des constatations sur le chantier, ou de la demande de la maîtrise d'ouvrage	1 semaine	100€ /jours de retard		
MC7 : Assistance pour les contrôles extérieurs					
Rédaction du DCE relatif aux contrôles extérieurs	A la réception de la demande du MOA	6 semaines	200€ / jours de retard		
Les rapports d'analyse des offres ainsi qu'une synthèse	A la réception des offres	1 semaine	100€ /jours de retard		
Les documents relatifs au suivi ou contrôle de la prestation	A la réception de la demande du MOA	1 semaine	100€ /jours de retard		
MC8 : Assistance au maître d'ouvrage pour la mise en place et au suivi des mesures environnementales					
Définition du besoin foncier en matière de compensation	A la réception de la demande du MOA	2 semaines	100€ /jours de retard		
Les cahiers des charges ou offres des entreprises spécialisées	A la réception de la demande du MOA	1 semaine	100€ /jours de retard		
Les documents nécessaires pour assurer le suivi et le contrôle de la prestation	A la réception de la demande du MOA	1 semaine	100€ /jours de retard		
MC9 : Suivi à pied d'œuvre du chantier					
Mise à jour du registre de chantier		Quotidiennement	100€ / jours de retard		

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
Rédaction des comptes rendus de visites inopinées	Date de tenue de la visite	2 jours	100€ / jours de retard		
Établissement de constats contradictoires	A la réception de la demande	2 jours	100€ / jours de retard		
Mise à jour du reportage photographique de l'avancement des opérations	A la réception de la demande	1 semaine	100€ / jours de retard		
Rédaction des comptes rendus de réunion de chantier	Date de tenue de la réunion	2 jours	100€ / jours de retard		
Diffusion des comptes rendus de réunion de chantier	A la date d'approbation du MOA	1 jour	100€ / jours de retard		
Analyse des réserves sur OS	A la réception des observations	3 jours	100€ / jours de retard		
Levée des points d'arrêt et des points critiques	A la réception de la demande de l'entreprise	2 jours	100€ / jour de retard		
MC10 : Assistance pendant la mise en service					
Rédaction et mise à jour du DUME	A la demande du MOA	2 semaines	100€ / jours de retard		
MC11 : élaboration du bilan d'opération					
Rédaction et mise à jour du bilan d'opération	A la demande du MOA	1 semaine	100€ / jours de retard		
Autres pénalités					
Reprise de documents	A la réception de la demande du MOA	Indiqué dans la demande du MOA ou par défaut 1 semaine	100€ / jours de retard		
Rédaction d'un document dans le cadre de sa mission	A la réception de la demande du MOA	Indiqué dans la demande du MOA ou par défaut 1 semaine	100€ / jours de retard		

Définition de la tâche ou du document à produire	Point de départ du délai	Délai – remise indice A	Montant de la pénalité	Délai – chacune des mise à jour	Montant de la pénalité
Rédaction des comptes rendus de réunion (hors réunion de chantier)	Date de tenue de la réunion	3 jours	100€ / jours de retard		
Diffusion des comptes rendus de réunion (hors réunion de chantier)	A la date d'approbation du MOA	1 jour	100€ / jours de retard		

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article « Conditions d'exécution des prestations », le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 200,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Il est indiqué que le Maître d'ouvrage invitera le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptible d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités en cas de conflit d'intérêt :

En cas de constatation du conflit d'intérêt, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

Pénalités en cas de non-respect de la confidentialité :

En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs :

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions du présent marché, une pénalité journalière de 500 € est appliquée, après constatation du conducteur d'opération de la DIMOA de VNF ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

Pénalités diverses concernant les travailleurs détachés ou étrangers :

A défaut d'affichage, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 1000 euros sur simple constat (et sans mise en demeure préalable). Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.

Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés :

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.3 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 200 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

Pénalité pour non remplacement des responsables de mission :

Pour les responsables techniques désignés à l'annexe 3 de l'AE (directeur de projet, chef de projet, chargé de suivi à pied d'œuvre de chantier), en cas de départ non justifié, indépendamment de l'obligation faite au titulaire de remplacer le partant en application de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, une indemnité par jour ouvré de 500 € sera appliquée par indisponibilité.

Autres :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence en réunion ou un rendez-vous	Forfaitaire	200,00 €	Si l'absence en réunion n'est pas explicitement justifiée par le titulaire ou excusée par le maître d'ouvrage
Absence du maître d'œuvre sur le chantier - défaut du suivi à pied d'œuvre	Journalier	500,00 €	

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Par dérogation de l'article 31 du CCAG MOE, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- CCAP, l'article 2 - Pièces contractuelles - déroge à l'article 4.1 du CCAG – MOE,
- CCAP, l'article 3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants - déroge à l'article 3.6.2 du CCAG MOE
- CCAP, l'article - 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs - déroge à l'article 11.8.5 du CCAG - MOE
- CCAP, l'article - 11.1.3 – Réfaction – déroge à l'article 21.3 du CCAG-MOE,
- CCAP, l'article - 14 - Délais d'exécution et pénalités – déroge à l'article 3.2.2 et 16.1.1 du CCAG-MOE,
- à l'article 16.2.2 du CCAG MOE,
- à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE
- CCAP, l'article - 14.1 – Délais d'exécution et pénalités de retard - déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE,
- à l'article 16.2.1 du CCAG MOE,

à l'article 16.2.2 du CCAG MOE

- CCAP, l'article - 16.1 - Conditions de résiliation - déroge

à l'article 31 du CCAG MOE,